

La foire des dollars (page 2)
Une friperie pas comme les autres (page 3)
Entrée Libre lance un S.O.S. (page 5)
Sortir du capitalisme, ça presse (page 8)

Le prix de la monoparentalité

Un gouvernement canularesque

PAR MAXIME OUELLETTE-LAMY ET JENNY SHERMAN

Avec la collaboration de leur équipe en Techniques de travail social du Cégep

Malgré les nombreuses promesses du gouvernement à répondre aux besoins de la population vivant sous le seuil de pauvreté par la loi 112 (lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale), il n'en demeure pas moins qu'à ce jour plusieurs familles se battent encore pour leur survie. Le gouvernement présentement au pouvoir clame haut et fort « L'économie d'abord ! », mais personne ne voit la couleur de cet argent.

La population s'appauvrit et l'écart entre les riches et les pauvres s'accroît. Jean Charest s'en soucie-t-il ? De plus, avec la crise économique actuelle, qui en-

ayant le plus haut taux de familles monoparentales de la province, selon le RAME (Réseau d'appui aux familles monoparentales et recom-



Photo : Charles-Antoine Caron

Le sourire d'un enfant et son épanouissement, ça passe, entre autres, par des revenus familiaux décents...

La population s'appauvrit et l'écart entre les riches et les pauvres s'accroît.

Le premier ministre Jean Charest s'en soucie-t-il ?

traîne de nombreuses mises à pied de travailleurs et de travailleuses, la situation ne s'améliorera pas. Par ailleurs, Sherbrooke est reconnue comme étant l'une des villes les plus pauvres du Québec. Une grande partie de sa population, dont de nombreuses familles, lutte davantage pour sa survie. On entend par survie, l'incitation à toujours être actif sous peine d'être marginalisé : travail, loisirs, sports, amis, famille, etc. La personne ne lutte pas forcément pour se loger ou se nourrir, mais pour rester stable dans la routine de la société québécoise : « Métro, boulot, dodo ».

Un portrait local alarmant

Depuis l'an 2000, Sherbrooke se distingue des autres villes du Québec, car elle est la ville

posées de l'Estrie). Selon Statistique Canada, en 2006, à Sherbrooke, le nombre de familles monoparentales se chiffrait à 8600. Cela correspond approximativement à 20 % des familles qui y vivent. De plus, l'une des caractéristiques de ces familles est le fait que leur revenu moyen a une tendance marquée à se situer sur ou sous le seuil de pauvreté. Cette situation affecte incontestablement la qualité de vie des enfants qui y vivent.

Pas d'argent, peu ou pas d'activités

Ces jeunes seront plus susceptibles [...] de développer certaines caractéristiques qui influenceront négativement leur vie. On sous-entend par là, des conséquences au niveau de leur santé, de leurs relations sociales ou de mauvaises habitudes de

vie. Les familles monoparentales et recomposées sont victimes du fonctionnement de la société qui favorise le capitalisme. En partant du constat que tout a un coût, on peut voir que le faible revenu des parents empêche leurs enfants de pratiquer plusieurs activités et sports ; cela peut les amener à être isolés socialement. Au moins une famille sur trois ne

peut payer une activité à ses enfants. Ne pouvant s'intégrer et s'impliquer dans des activités, ils sont conséquemment mis dans une classe « à part » de la société. Ces enfants ont besoin d'expériences enrichissantes autant que les autres jeunes de leur âge. Partant de là, dans le cadre d'un cours de pratique d'action communautaire, une équipe de travail s'est mise à

l'œuvre afin de faire vivre une activité aux jeunes. À l'hiver 2009, le RAME a appuyé un projet. Le groupe composé de six étudiant-e-s a été orienté par l'organisme dans le processus de sélection d'une activité. Dégustation Monde, offerte par la Francisation du Cégep, consistait à découvrir des mets de différents pays. Elle s'est tenue le 15 mai dernier, Journée internationale de la famille.

Nombre de prestataires* - Région de l'Estrie : Statistiques du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale de janvier 2009 *Nombre d'adultes et d'enfants

Région	Ménages	Adultes	Enfants	*Prestataires
Asbestos	526	591	274	865
Lac-Mégantic	449	505	191	696
Coaticook	288	327	150	477
East Angus	624	718	318	1 036
Windsor	562	613	219	832
Magog	1 016	1 146	534	1 680
Sherbrooke	10 678	11 786	2 878	14 664
ESTRIE	14 143	15 686	4 564	20 250
		H : 8 262		
		F : 7 424		

ÉDITORIAL

La foire des dollars

Il y a près d'un an et demi, quand M. Daniel Beaucage se faisait le promoteur d'un projet de centre de foires à Sherbrooke, l'observateur averti pouvait s'imaginer que ce n'était pas demain la veille que le projet allait se concrétiser. Un tel projet demande réflexion et, aurait-on pu croire, les élus ont d'autres chats à fouetter que de se pencher sur les idées quelque peu mégalomanes d'un vendeur d'autos. D'aucuns se demandaient qui allait bien pouvoir profiter d'un tel chapiteau moderne pouvant accueillir autant le mondial de la roulotte qu'une réunion du G20.

Eh non, même s'il a fallu plus d'une décennie à notre skieur-nautique-avec-des-feux-d'artifice-dans-le-dos de maire pour réaliser que le dépotoir de Sherbrooke allait déborder, cela a pris juste une petite année pour le convaincre d'engloutir des millions pour se « positionner sur le circuit des foires ».

Financé à même la caisse publique

La raison est simple : contrairement, par exemple, à un hôtel de luxe au centre-ville, le projet du centre de foires ne nécessite aucun investissement privé. Il sera en effet financé entièrement par des fonds publics. N'est-ce pas merveilleux ?

Voilà pourquoi on s'est retrouvé, ce printemps, avec un psycho-drame sur le choix du site de ce projet d'infrastructures pour lequel, semble-t-il, nous sommes en compétition avec d'autres aspirants. C'est évidemment parce que ça presse de profiter de cette manne du fédéral et du provincial. C'est près de 20 millions que la Ville de Sherbrooke et les autres paliers de gouvernement veulent « investir » dans ce projet. Vite, vite, vite.

Mais pourquoi un projet qui, semble-t-il, sera si rentable, n'attire pas un investisseur privé ? L'étude d'impact menée par Raymond Chabot Grant Thornton prétendait que les retombées allaient être de l'ordre de 12 millions par année. Peut-être est-ce parce que ce ne sont pas là des retombées *additionnelles* aux retombées dont nous profitons déjà avec le marché existant des expositions !

Un plateau plus lourd que l'autre

Mais oubliez cela, ce n'est pas important puisque personne ne paye ! Surtout pas M. Beaucage. Celui-ci n'est cependant un promoteur désintéressé qui n'a à cœur que le développement de Sherbrooke. Non, il a aussi peur pour son nom. Il affirmait à *La Tribune*, dernièrement, qu'il ne voulait pas « mettre son nom sur quelque chose de pas payant ». Voilà qui est très édifiant, mais précisons que ce « quelque chose de pas payant », c'est un centre de foires près du CHUS !

Le problème est maintenant réglé, semble-t-il, puisque le centre de foires, s'il est construit, le sera sur le plateau St-Joseph. Mais ce qu'*Entrée Libre* se demande, c'est pourquoi M. Beaucage pensait soudainement qu'un projet à Fleurimont ne serait pas payant alors que son étude d'impact ne privilégiait aucun site en particulier ?

Alors que certains élus semblent croire que ce centre de foires est le Saint-Graal du développement local, comment se fait-il que la rentabilité du projet semble tenir, selon son principal promoteur, à une simple bretelle d'autoroute ?

PAR L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



L'Observatoire du Mont-Mégantic

Pourquoi est-ce trop 325 000 \$?

PAR ANDRÉ NAULT

Notre gouvernement canadien, dirigé par le Parti conservateur, essaie par tous les moyens de diminuer l'importance que prend la guerre en Afghanistan. Pour notre participation, nous versons la somme de 200 millions \$ par mois, ce qui représente plus de 6,5 millions \$ par jour, donc 270 000 \$ par heure que les contribuables paient pour se faire dire par le premier ministre Stephen Harper que cette guerre est perdue. Un effort de 72 minutes pour sauver l'observatoire du Mont-Mégantic* serait-il possible ?

Maintenant regardons les prêts aux banques. Au cours des cinq prochaines années, nous allons prêter aux banques et aux institutions financières 275 milliards \$, soit plus de 4,5 milliards \$ par mois ou si l'on veut, 152,7 millions \$ par jour. Cette somme à 1,5 % d'intérêts par jour représente environ 2,3 millions \$. Est-ce pour elles que les taux d'intérêts ont été abaissés ? À peine deux jours d'intérêts pourraient absorber les frais de la subvention à l'observatoire du Mont-Mégantic !

Hors champ

Le député et ministre de la région de Mégantic-Érable, monsieur Gaétan Paradis, n'est-il pas le ministre responsable de la région de Montréal ? Peut-être devrait-il se concentrer un peu plus sur sa propre région ?

Ah ! Ce que la guerre coûte cher ! Brisons les avantages acquis au cours des 35 dernières années pour une guerre déjà perdue ! Il est à se demander si nous n'avons pas changé nos longues vues en courte vue !

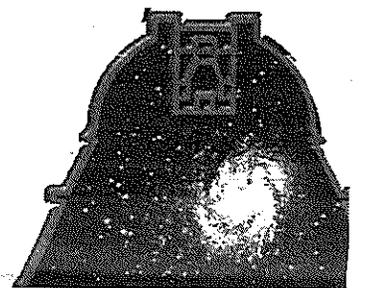


Image : Site Web de l'OMM

*L'Observatoire du Mont-Mégantic (OMM), une des composantes du Centre de recherche en astrophysique du Québec (CRAQ), dispose d'un télescope de type Ritchey-Chrétien, dont le miroir principal fait 1,6 mètre de diamètre. Il s'agit du plus grand télescope de l'est de l'Amérique du Nord. L'observatoire est situé au sommet du mont Mégantic dans les Cantons-de-l'Est, à une altitude de 1111 mètres, à environ 250 km des villes de Montréal et de Québec. Malgré la taille modeste de son miroir, la palette d'instruments disponibles fait de l'OMM l'un des télescopes les plus polyvalents du monde. Ces instruments permettent des observations d'imagerie, de spectroscopie et de polarimétrie à la fine pointe de la technologie tant dans le domaine de la lumière visible qu'infra-rouge.

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tel. : (819) 821-2270
entree@aide-internet.org

Tirage : 9500

AMECO
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMPTÉRIENNES DU QUÉBEC

Équipe de rédaction

Yanick Bilodeau
Louise Daigle
Claude Dostie
Annie Forest
Carole Gascon
Normand Gilbert
Pascal Rheault

Mise en page
Louise Daigle

Correction
Louise Daigle

Caricature

Pierre Berger

Collaboration

Manon Brunelle
Sophie Chabot
Normand Groleau
Marie-Pier Laplante-Moreau
Yves Lawler
André Nault
Maxime Ouellette-Lamy
Denis Poudrier
Francis Poulin
Alain Robert
Jenny Sherman

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :
Graphiq Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 2^{ème} trimestre 2009
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite
délimité par les rues Queen au nord,
Saint-Joseph au sud, Le Phare à
l'ouest et par la rivière St-François.

Culture,
Communications et
Condition féminine
Québec



Ouverture de la friperie Mon Style !

PAR SOPHIE CHABOT • Responsable du projet

Se retrouver sur le marché du travail peut sembler très alléchant pour un adolescent. Cela est certainement synonyme d'indépendance financière, de liberté et d'autonomie. Cela peut également être associé à la porte d'entrée vers le monde des adultes. Mais, bien souvent, ces jeunes ne sont pas prêts à naviguer dans cet univers, ce qui peut certainement entraîner de très mauvaises expériences.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELS) a donc mis sur pied un programme de formation préparatoire au marché du travail (FPT). Ce nouveau parcours a pour mandat de préparer et d'outiller les élèves de 15 ans et plus, qui n'ont pas tous les acquis d'une scolarité primaire, à se préparer au marché de l'emploi. Ce programme permet aux élèves de continuer l'apprentissage de leurs matières académiques de base (français, mathématiques, anglais, géographie, histoire et sciences) tout en ayant des cours supplémentaires comme préparation au marché du travail, autonomie et participation sociale et sensibilisation au monde du travail.

Premier projet, première expérience

Dans le cadre de la première année de ce programme, les élèves du groupe FPT de l'école Mitchell-Montcalm, ont décidé de se mobiliser et de partir un merveilleux plateau

de travail qui leur permet de développer plusieurs compétences dont ils auront besoin pour travailler. Ce projet a débuté en octobre 2008 quand les onze élèves de l'enseignante Sophie Chabot ont fait appel à l'ensemble de la population de l'école secondaire pour obtenir des dons de vêtements, de souliers, de sacs à mains et de bijoux. Ils ont amassé énormément de matériel pouvant leur permettre d'ouvrir et d'exploiter une superbe friperie appelée Mon Style !

Le mardi 24 mars dernier, a eu lieu l'ouverture officielle de la boutique qui offre aux élèves la possibilité de se comporter comme s'ils étaient des travailleurs actifs dans le milieu sherbrookoise. L'objectif de cette friperie est de faire comprendre aux élèves les exigences qu'impose le marché du travail. Ils peuvent donc expérimenter les tâches reliées à la gestion de la caisse, à l'entretien d'un local, au contrôle de l'inventaire des produits, à la comptabilité, à

l'expérimentation du service à la clientèle, etc.

Trois années d'apprentissage

Pour les deuxième et troisième années du programme, ces mêmes élèves auront la chance d'aller faire des stages dans différents milieux. Ils pourront ainsi acquérir des compétences qui leur donneront une certification du MELS et qui feront d'eux des candidats pour les employeurs de la région. L'objectif sera certainement atteint : préparer ces jeunes à vivre une meilleure entrée dans un monde d'adultes, responsables, travailleurs et autonomes. L'espoir que nous fondons est que tous ces jeunes soient capables d'aller sur le marché du travail malgré des troubles d'apprentissage variés (dysphasie, trouble grave d'apprentissage, etc.), et cela, grâce à un accompagnement quotidien dans le cadre de ce nouveau programme offert à Mitchell-Montcalm.

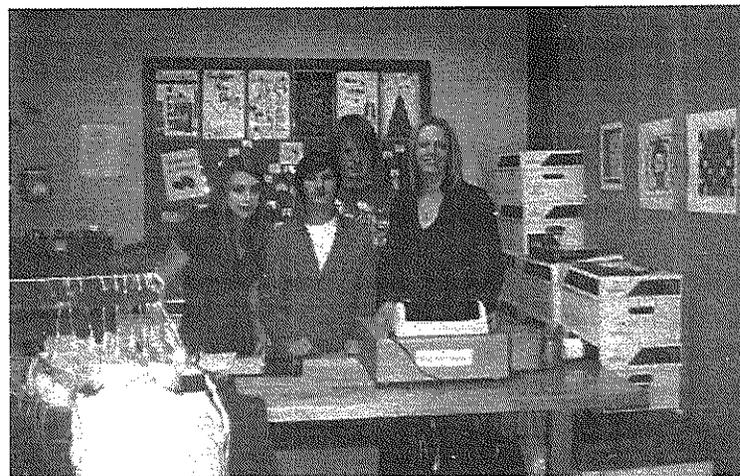


Photo : Sophie Chabot

Sur la photo, nous apercevons Sophie Chabot (à droite), enseignante et responsable du projet de même que les élèves participants Vanessa Pageau, Maxime Luce et Alexandre Jolin.

Commentaires de Vanessa, Maxime et Alexandre*

Vanessa : « J'apprends à travailler dans une vraie boutique composée de vêtements, de souliers, de sacs à mains et de bijoux que nous avons nous-mêmes amassés pendant plusieurs semaines. J'apprends également à utiliser une caisse enregistreuse et à faire la comptabilité. »

Maxime : « J'adore cette expérience car cela me permet d'apprendre à bien communiquer avec les clients. »

Alexandre : « J'apprends à travailler avec le public et à m'adapter à différentes équipes de travail. »

**Tous les trois doivent former des équipes de trois élèves qui seront responsables de l'ouverture de la friperie sur l'heure du midi. L'équipe sera différente chaque jour.

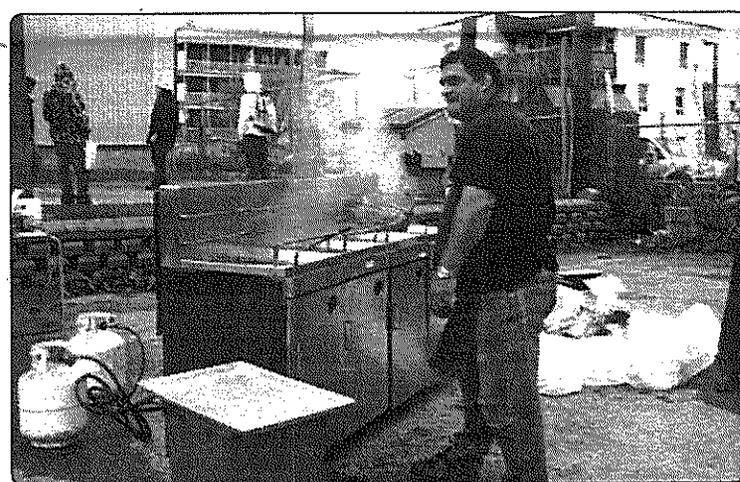


Photo : Louise Daigle

Un des employés en lock-out au Roi du Coq Rôti qui était fort occupé le vendredi 8 mai dernier... Ça sentait le « Coq »...

Au Roi du Coq Rôti : la « basse-cour » était ouverte

PAR LOUISE DAIGLE

Dans le cadre d'une action pour protester contre la décision patronale de maintenir le lock-out, les employés du Roi du Coq Rôti ont décidé de mettre l'épaule à la roue et d'offrir à la population sherbrookoise, le temps d'un midi, poulet et poutines afin de démontrer « que le service à la clientèle leur tient toujours à cœur ». Près de 100 personnes ont répondu à l'appel.

Le syndicat CSN-Estrie a choisi cette date parce que la Fête des Mères est la journée la plus lucrative de l'année pour les propriétaires. Il était aisé de penser que ceux-ci auraient pu songer sérieusement à ouvrir le Coq alors. Rien de cela ne s'est pas produit. Un don de 5 \$ était suggéré en contre-partie de chaque repas. Le syndicat

a versé la moitié des dons à l'Escale, un organisme d'aide pour les femmes monoparentales ou violentées. De son côté, NovaEnvirocom a offert gratuitement des ustensiles et des contenants entièrement compostables. N'en déplaise aux deux frères Perreault, ce midi-là, la solidarité avait bon goût !

Manifestation contre le Pacte pour l'emploi

PAR LOUISE DAIGLE

Le 11 mai, le premier ministre et député de Sherbrooke, Jean Charest, est venu inaugurer le nouveau Centre local d'emploi, situé en plein centre-ville, au coin des rue King et Dépôt. Pour l'occasion, plusieurs représentants de groupes populaires et communautaires se sont mobilisés pour dénoncer le Pacte pour l'emploi, qui selon eux, ne mène pas à de vrais emplois. Comme à son habitude, M. Charest s'était déguisé en homme invisible pour rencontrer les groupes populaires...

C'est quoi le Pacte ? Le Pacte est un ensemble de programmes d'intégration en emploi, de mesures d'employabilité et d'emplois subventionnés déjà existants ne fonctionnant pas.

Pourquoi ne fonctionne-t-il pas ? Parce que dans bien des cas, il n'offre pas de statut de salarié, aucune protection sociale, donc aucun droit au chômage et aux lois du travail ; parce qu'il offre souvent des mesures de *Cheap Labour* qui donnent 1.60 \$ de l'heure et parce que les mesures ne sortent pas les gens de la pauvreté. Les gens veulent s'en sortir mais dans la dignité !

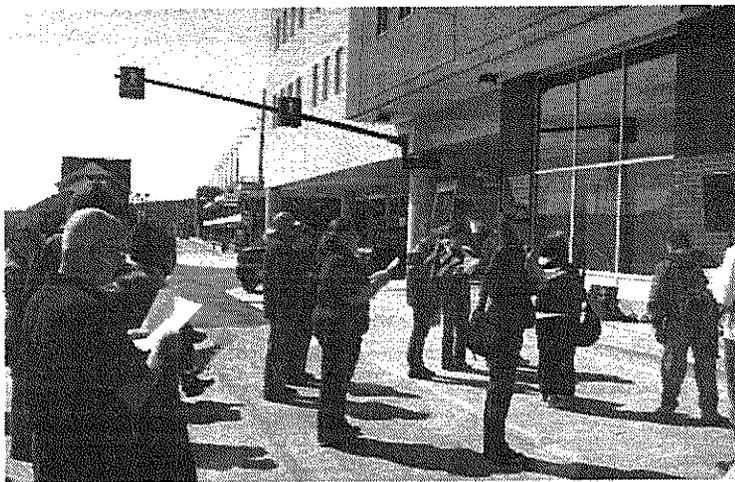


Photo : David Bélanger

On aperçoit quelques-uns des représentants des groupes populaires, membres de la coalition contre le Pacte pour l'emploi, venus manifester leur opposition au premier ministre et député de Sherbrooke, Jean Charest, lors de sa venue pour l'inauguration du nouveau Centre local d'emploi, situé au centre-ville.

MÉDIA

40 \$ pour défendre la télévision publique

Le 25 mars dernier, la direction de Radio-Canada, notre diffuseur public, annonçait qu'il manquerait 171 millions pour couvrir ses coûts annuels. Pour sa part, le gouvernement fédéral n'accordait que des sympathies envers les travailleurs et les travailleuses, enjoignant ceux-ci à comprendre que le Canada vit des temps difficiles... Aucune réflexion sur le rôle de la Société Radio-Canada. « Non seulement 800 personnes vont perdre leur emploi, mais c'est aussi le mandat de Radio-Canada qui se trouve mis à mal » a affirmé Alex Levasseur, président du Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC).

Une partie de ce fameux mandat, extrait de la loi sur la Radio-diffusion de 1991 : « la Société Radio-Canada, à titre de radio-diffuseur public national, devrait offrir des services de radio et de télévision qui comportent une très large programmation qui renseigne, éclaire et divertit et qui reflète la globalité canadienne et rend compte de la diversité régionale du pays, tant au plan national qu'au niveau régional, tout en répondant aux besoins particuliers des régions ».

Une mission sur la voie de garage

Depuis les années 1980, libéraux comme conservateurs ont réduit considérablement les budgets du diffuseur public, l'obligeant du même coup à mettre sa mission sur la voie de garage. Pour palier à ces coupures, Radio-Canada avait donc dû augmenter le nombre de publicités sur ses ondes télévisuelles, sauvant de justesse les ondes radiophoniques de l'intrusion des publicitaires. À l'époque, ceux qui contestèrent cette décision étaient supposément des « passésistes ». Pourtant, ce modèle basé sur la croissance économique et le pouvoir des industries est passé date. « Aujourd'hui le financement des médias généralistes par la publicité s'essouffle », explique Florian Sauvageau, professeur au Département d'information et de communication de l'Université Laval. « Seul un changement de cap radical permettra de sortir de l'impasse », ajoute-t-il. Quel est-il ce changement ? Le Comité permanent du Patrimoine canadien recommandait dans son dernier rapport que la contribution gouvernementale passe de 33 \$ à 40 \$ par Canadien-ne. Même son de cloche du côté syndical et de l'organisme reconnu Friends of Canadian Broadcasting. Plus de 128 000 personnes ont signé la pétition en ligne d'Avaz.org qui réclame cette augmentation et, selon un sondage Léger Marketing réalisé en octobre dernier, 76 % des Québécois sont favorables à une hausse du financement public de Radio-Canada.

Maintien adéquat d'un service public

Le message de la population est clair. La Chambre des Communes a d'ailleurs pris position majoritairement le 31 mars en faveur d'un support à Radio-Canada/CBC pour éviter les coupures. Rien de tout cela n'a pas encore fait bouger le gouvernement minoritaire en place. Le CRÉMI continuera de défendre la qualité de l'information et croit que celle-ci ne peut que passer par le maintien adéquat d'un service public. La radio de Radio-Canada a été maintenue grâce à ce financement et n'ayant aucun revenu publicitaire, il n'a pas été affecté aussi durement. S'il a été possible de prendre une décision en ce sens en 1975, il n'est pas impossible de penser de réaffirmer collectivement ce désir à l'égard du secteur télévisuel et électronique.

Pour signez la pétition, visitez www.avaz.org/fr/save_the_cbc/

PAR FRANCIS POULIN • CRÉMI



Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

Visitez notre site web
www.aide-internet.org/cremi

Pour information : 346-0101

Effet secondaire du programme d'Hydro-Québec

Manque de frigos usagés

PAR ALAIN ROBERT • ACEF ESTRIE

PAR NORMAND GROLEAU • ESTRIE AIDE

L'idée est bonne en soi : les réfrigérateurs de plus de dix ans consomment plus d'électricité que ceux d'aujourd'hui. Hydro-Québec a donc institué le programme de rachat qui permet aux gens d'obtenir 60 \$ pour le vieil appareil, en plus de faire quelques économies d'énergie en le remplaçant par un plus récent.

Mais un effet pervers est apparu. Il y a pénurie de frigos usagés disponibles à bas prix pour les personnes démunies. Comme la plupart ont un appareil qui fonctionne déjà depuis plusieurs années, leur consommation d'énergie reste élevée. Mais, évidemment, ces personnes ne peuvent s'en procurer un neuf, hors de portée de leur pouvoir d'achat.

Un cas parmi tant d'autres

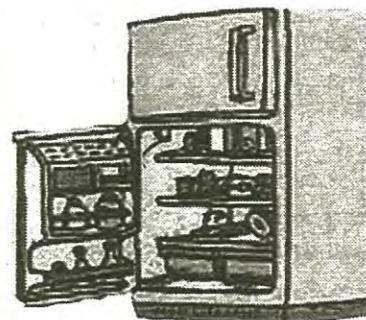
La revente des appareils usagés est une vieille tradition, maintenue tant par certains commerces que par des organismes d'aide de première ligne, comme Estrie Aide. Récemment, l'ACEF Estrie est intervenue auprès de cet organisme afin de venir en aide à une dame d'un certain âge, handicapée, vivant seule avec un revenu très modeste dans un logement qui coûte cher en énergie. Hydro-Sherbrooke avait interrompu le service dès le début avril en raison des retards de paiements. L'intervention de l'ACEF Estrie et l'apport financier de quelques organismes de charité

avaient d'abord pour but de faire rétablir le courant, ce qui fut fait. Mais en tentant de bien comprendre tous les aspects du problème pour trouver les meilleures solutions à plus long terme, la dame nous a dit qu'elle devait mettre le lait et tous les aliments dans la partie congélateur de son vieux frigo, seule façon de les conserver frais durant quelques jours. Il est facile d'en comprendre que le frigo fonctionnait presque tout le temps, pour un rendement presque nul.

Quelques coups de téléphone qui auraient dû être une routine nous ont placés devant cette réalité : il n'y a plus de frigos disponibles pour les gens les moins nantis.

Vous avez un frigo de trop ? Communiquez avec Estrie Aide !

Nous sommes donc devant cet affreux dilemme : éliminer les frigos « énergivores » de la circulation, tout en recevant quelques dizaines de dollars ou laisser ces frigos à la disposition des gens en difficulté. Bien sûr,



Le frigo est en voie de devenir une denrée rare pour les moins nantis...

idéalement, il faudrait leur fournir un frigo assez récent... Peut-être que des marchands d'électroménagers ont quelques invendus un peu abimés !

Sur un appel de votre part, Estrie-Aide ira chercher votre réfrigérateur usagé, sans frais et s'empresse de l'amener dans une famille qui n'en a tout simplement plus ou qui utilise un dinosaure pire que le vôtre. Estrie-Aide peut compter sur les services d'un technicien qui s'assurera d'un fonctionnement acceptable. On peut rejoindre Normand Groleau ou Nikky Fontaine au (819)346-9714 ou info@estrieaide.com ou Alain Robert de l'ACEF Estrie au (819) 563-8144.

Hôtel de luxe pour sans-abri

L'auberge *Reichtum 2* de Berlin arbore un look qui pourrait facilement la faire passer pour un hôtel chic. En effet, plutôt que des divans usés et de la lumière au néon, le refuge pour itinérants peut se targuer d'être le plus beau du monde avec ses plan-



L'auberge *Reichtum 2* de Berlin accueille les sans-abri dans le luxe.

chers de bois franc, ses chandeliers et un extérieur plâtré en bleu ciel et jaune soleil. Création de l'artiste Miriam Kilali, *Reichtum 2* signifie « richesse », un nom qui veut rappeler que les plus démunis ont aussi droit à un chez-eux décent. L'auberge, conçue pour

accueillir 20 pensionnaires masculins âgés entre 48 et 60 ans, a rouvert ses portes cette semaine, complètement revampée, et fait suite à la création d'un refuge similaire à Moscou, il y a quatre ans. Miriam travaille déjà à l'ouverture d'un troisième centre d'hébergement à New York. « Je voulais faire un cadeau aux sans-abri qui ont trop souvent tout perdu dans leur vie, leur redonner le respect et la dignité. Je sais que les belles bâtisses donnent de la force, surtout après de durs moments, et les gens qui vivent dans la rue ont besoin de cette force, plus que tous les autres », a-t-elle confié au journal allemand *Spiegel*. À quand Montréal ?

Source : *L'itinéraire* / 15 avril 2009, Lisanne Rheault-Leblanc avec *Spiegel Online*

LA TABLE RONDE DES
TRUPE
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
Courriel : trouvepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

Le G20 n'a pas compris la leçon

Quelle sortie de crise ?

PAR YVES LAWLER

Pour nous sortir de la crise, le G20 vient de proposer encore plus de libre-échange. Dans cet optique, un fonds de secours de 1000 milliards de dollars sera versé au Fonds monétaire international (FMI), organisation responsable de l'implantation du néolibéralisme. Nous savons pourtant que la mondialisation néolibérale basée sur la privatisation, la déréglementation et le libre-échange sont responsables de la grave crise économique, écologique et alimentaire qui confronte l'humanité.

Alors qu'une réflexion s'impose sur les fondements de l'économie capitaliste, tout semble indiquer que les gouvernements se préparent à relancer la surconsommation et la compétition entre les peuples comme solution à la crise. Dans cette optique, le gouvernement Harper baisse les impôts, soutient des banques qui réalisent d'importants profits (200 milliards), encourage l'évitement fiscal (CELI), injecte 3 milliards dans l'économie sans plan ni transparence, tout en étant irresponsable en matière d'environnement et d'investissement dans les services publics et les infrastructures sociales pour combattre efficacement la pauvreté et le chômage.

Pendant ce temps, les entreprises, sous le coup de la menace de fermeture, obtiennent des réductions de salaires et des conditions de travail. Force est de

constater que la sortie de crise proposée exacerbera les inégalités et la concentration de la richesse plutôt qu'à les réduire.

Une autre sortie de crise

Plutôt que de voguer de crise en crise sous l'emprise de la loi du marché, ne vaudrait-il pas mieux opter pour des changements fondamentaux ? Tant qu'à financer les banques à coups de centaines de milliards, pourquoi pas les nationaliser et contrôler démocratiquement la gestion de nos épargnes ? Au lieu des fonds de pension privés, pourquoi ne pas établir un système universel de retraite par répartition qui assure un âge d'or plus confortable ?

Pour répartir la richesse, au lieu des taxes à la consommation, pourquoi ne pas mettre en place une fiscalité vraiment progressive ?



Dessin : A Babord, février-mars 2009

« Je tiens à remercier ma banque ! »

Pour lutter contre la pauvreté, pourquoi ne pas créer de l'emploi en diminuant la semaine de travail sans perte de salaire et assouplir les critères d'accès tout en haussant les prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale ?

Pour protéger l'environnement, pourquoi pas une démocratisation de la gestion des ressources naturelles ?

Mobilisation

Ces changements sont possibles, mais aucun messie ne les fera pour nous. Seule une mobilisation massive de la population, comme en ont fait preuve les Martiniquais et les Guadeloupéens, peut nous garantir de telles avancées démocratiques. Il revient à la société civile avec les partis politiques progressistes de construire un tel mouvement.

Qu'est-ce que le Groupe des 20 ?

Le Groupe des 20 (ou G20) est un forum économique qui a été créé en 1999, après la succession des crises financières dans les années 1990. Il vise à favoriser la concertation internationale, en intégrant le principe d'un dialogue élargi tenant compte du poids économique croissant pris par un certain nombre de pays.

Le G20 représente les deux tiers du commerce et de la population mondiale et plus de 90 % du produit mondial brut (somme des PIB de tous les pays du monde).

Le 15 novembre 2008, pour la première fois de son histoire, ce sont les chefs d'État ou de gouvernement qui se sont réunis et non uniquement les ministres des finances.

Les membres du G20 sont représentés par les ministres des finances et les directeurs des banques centrales des 19 pays suivants :

- | | | |
|--------------------|-------------------|-------------|
| 1- Allemagne | 2- Afrique du Sud | 19- Turquie |
| 3- Arabie saoudite | 4- Argentine | |
| 5- Australie | 6- Brésil | |
| 7- Canada | 8- Chine | |
| 9- Corée du Sud | 10- États-Unis | |
| 11- France | 12- Inde | |
| 13- Indonésie | 14- Italie | |
| 15- Japon | 16- Mexique | |
| 17- Royaume-Uni | 18- Russie | |

L'Union européenne est représentée par le Président du conseil et celui de la Banque centrale européenne, ce qui explique le nom de G20.

Source : Site Web du G20

Crise, le blues des milliardaires

Le magazine américain *Forbes*, qui établit chaque année les palmarès des milliardaires dans le monde, met l'accent sur la crise. Comme la pluie, elle frappe tout le monde : « Les plus riches de la planète sont devenus plus pauvres, exactement comme nous », écrit-il, avant de présenter sa liste 2009 des milliardaires. « Nous » aimerions être capables de perdre 18 milliards de dollars dans l'année, d'en garder au chaud 40 milliards. C'est le cas de Bill Gates, première fortune mondiale, suivi de Warren Buffet et du Mexicain Carlos Slim... Ils étaient déjà dans le palmarès de tête l'année précédente. À noter que 47 magnats russes ont disparu de la liste, et 24 Indiens...

Source : Le Monde, mars 2009

ENTRÉE LIBRE LANCE UN S.O.S.

Le journal communautaire *Entrée Libre* existe depuis 1986. Ce numéro est son 138^e.

Ce numéro sera-t-il le dernier ?

Malgré des efforts soutenus grâce à une équipe militante et bénévole souvent renouvelée pour produire le journal communautaire, l'heure est venue de nous questionner : désirons-nous la poursuite de ses activités ?

Pour y répondre, invitation est faite à tous ceux et celles qui souhaitent son maintien, gens du quartier, du communautaire ou autres.

Si *Entrée Libre* vous tient à cœur, êtes-vous prêts à en prendre la relève ?

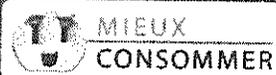
Êtes-vous prêts à vous impliquer dans la production annuelle du journal mais également dans la vie associative de l'organisme ?



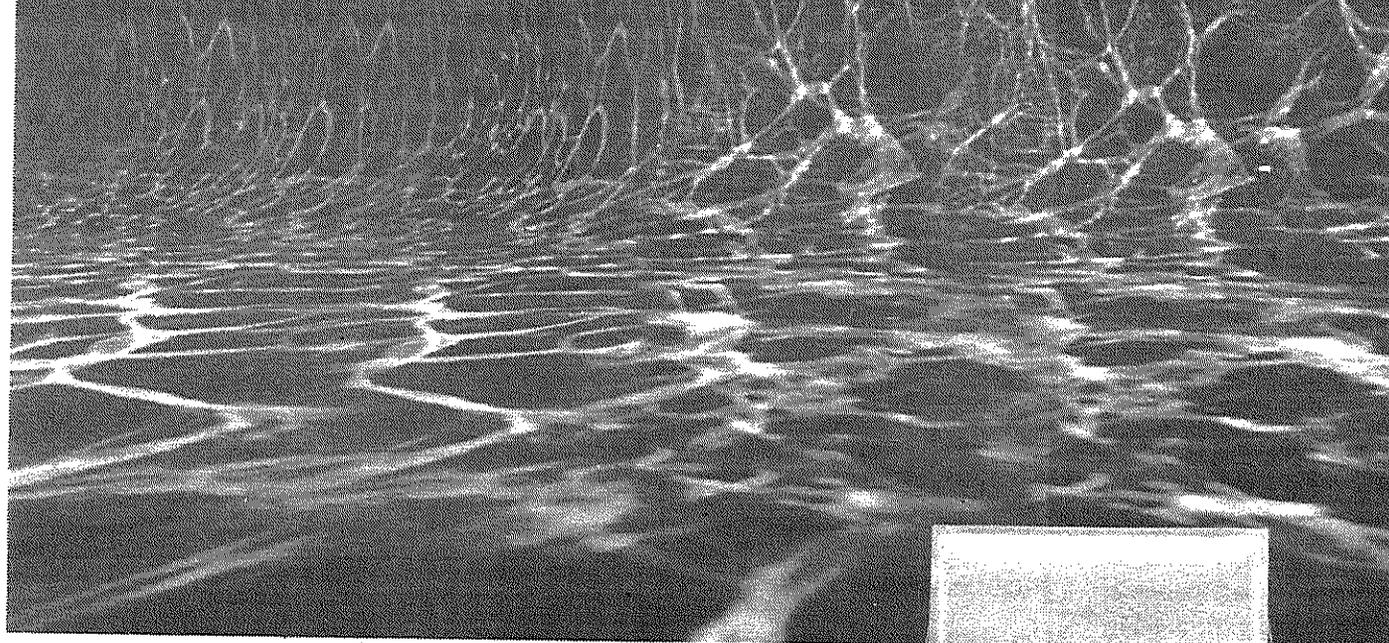
Dessin : Entrée Libre, juin 2004, Vol. 19, No. 8, 100^e numéro

SI OUI, VENEZ NOUS RENCONTRER
LORS D'UN 5 À 7
LE LUNDI 25 MAI AU CCLCS
187, RUE LAURIER, LOCAL 313

Pour plus d'information :
819-821-2270
entree@aide-internet.org



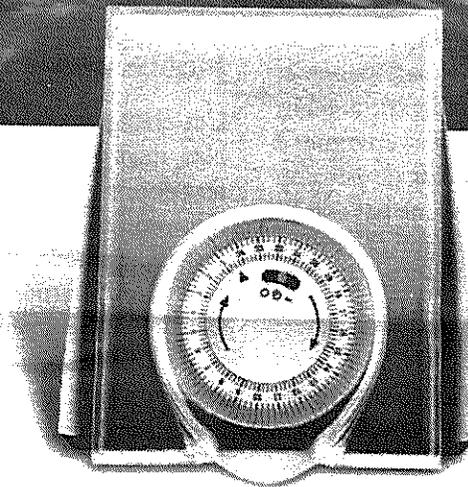
NE PERDEZ PAS UNE MINUTE.



ÉCONOMISEZ L'ÉLECTRICITÉ GRÂCE À LA MINUTERIE POUR PISCINES.

- Économisez jusqu'à 85 \$ sur vos frais d'électricité en un seul été.
- Réduisez le temps de fonctionnement du filtre de votre piscine, sans compromettre la qualité de l'eau.
- Réduisez du même coup le bruit causé par le moteur de la pompe.
- Contribuez à protéger l'environnement.

(Assurez-vous d'acheter une minuterie qui convient à la puissance de votre moteur.)



10\$

de rabais à la caisse*

Jusqu'au 31 décembre 2009, rendez-vous chez l'un des détaillants participants et obtenez un rabais à la caisse de 10 \$ à l'achat d'une minuterie pour un filtre de piscine.

* Rabais à la caisse applicable après taxes sur les modèles de minuterie autorisés. Limite d'une minuterie par client. Détails en magasin.



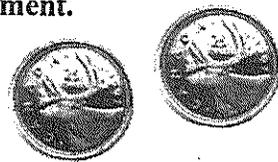
www.hydroquebec.com/residentiel



La hausse du salaire minimum

PAR MANON BRUNELLE
ILLUSION EMPLOI

Le taux horaire du salaire minimum est maintenant à 9,00 \$ pour les personnes payées au taux régulier et pour celles qui travaillent dans l'industrie du vêtement. Pour les employé-e-s à pourboire, le taux est passé de 7,75 \$ à 8,00 \$. Les cueilleuses et les cueilleurs de petits fruits continuent d'être exclus du versement du taux horaire, étant rémunérés au rendement.



Il s'agit de la deuxième hausse consécutive de 0,50 \$ depuis deux ans. En décembre 2007, lors du dépôt de notre pétition à l'Assemblée nationale pour une hausse significative du taux du salaire minimum, le ministre Whissell avait annoncé un montant de 0,50 \$ effectif au 1^{er} mai 2008. Puis, lors de la campagne électorale à l'automne 2008, le Parti libéral s'est engagé pour une nouvelle augmentation de 0,50 \$ effective au 1^{er} mai 2009. La lutte n'aura pas été vaine.

Nous soulignons avec joie cette hausse du salaire minimum mais notre joie est mitigée... Elle devait servir à accroître le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs à faible revenu, à lutter efficacement contre la pauvreté et à stimuler l'économie, selon le ministre Whissell. Loin d'être négligeable, la hausse n'aura pas les effets escomptés si on comptabilise toutes les augmentations de tarification annoncées et les prochaines à venir. Les quelque 300 000 personnes (comparativement à 120 000 en 2005) au salaire minimum seront toujours en mode de survie.

Le gouvernement ne cesse de nous parler de problèmes de pénurie de main-d'œuvre. Dans ce contexte, il faudra des incitatifs considérables pour trouver preneur, et le salaire est un élément déterminant dont on doit tenir compte.

Solidarité Populaire Estrie



187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidari@aide-internet.org

*Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse*



À la défense des prestataires d'assurance-chômage en Estrie

**Rencontre publique d'information
chaque mercredi soir à 19 h**

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke Qc J1H 4Z4

www.lemcce.org «Actif depuis 1980» 819 566-5811

CHRONIQUE CHÔMAGE

Jours sombres à l'assurance-chômage

Il aura fallu l'arrivée d'une crise majeure du capitalisme pour que certains ouvrent enfin les yeux et constatent que le régime d'assurance-chômage canadien est inadéquat. Les éditorialistes des grands médias du pays ont longtemps dénigré les chômeurs et encensé les gouvernements qui avaient eu le courage politique de sabrer dans cette trop généreuse protection sociale.

Aujourd'hui, ils crient au scandale, s'indignent de la piètre couverture du régime et dénoncent les délais de traitement des dossiers des chômeurs. Est-ce que je suis seul à trouver que ce cri du coeur sonne faux? Ne vous demandez-vous pas pourquoi les riches propriétaires de ces médias, s'abstenant de faire leur autocritique, changent subitement leur fusil d'épaule? Leur mot d'ordre changera-t-il à nouveau si les libéraux retrouvent le pouvoir à Ottawa? On a le devoir de se questionner!

Du nouveau... Où ça?

Les problèmes à l'assurance-chômage ne sont pas apparus seulement il y a quelques mois avec le début de la crise. La plupart sont récurrents et font partie du quotidien de centaines de milliers de chômeurs depuis une vingtaine d'années. Certains sont amplifiés par l'actuelle crise économique mais ils ne sont pas nouveaux. Ils découlent de décisions politiques des gouvernements conservateurs et libéraux. Rappelons-nous qu'ils ont coupé des centaines de millions de dollars dans l'administration du régime (réduction des effectifs et réorganisation du travail). Voilà pourquoi, malgré les réformes de la Loi qui exclut aujourd'hui près de 60 % des chômeurs, le système s'engorge et les délais de traitement s'allongent dramatiquement.

Le train déraile...

Aujourd'hui, un large consensus est en faveur d'une réforme en profondeur de la Loi. Bravo! C'est une évidente nécessité que nous clamons depuis longtemps. Toutefois, il faut aussi s'attaquer au déraillement administratif du système. Cette grosse machine est tellement dysfonctionnelle que ses propres agents ignorent certains de ses ratés qui ont pourtant de graves conséquences dans la vie des prestataires.

Nous croyons qu'il est nécessaire que les directions locales de la Commission de l'assurance-emploi consultent les partenaires intervenant directement auprès des prestataires afin d'améliorer la gestion de la prestation de services. Qui connaît mieux les problèmes vécus par les prestataires que les intervenants des groupes de défense comme le MCCE, des organisations syndicales ou des bureaux de députés fédéraux. Je suis persuadé que nous pouvons aider cette machine à améliorer ses performances et ainsi éviter bien des problèmes à l'ensemble des prestataires.

Le Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie sollicite actuellement l'appui des organisations populaires et syndicales de la région afin de faire pression sur la direction locale de la Commission. Nous exigeons une structure régionale qui permettrait d'asseoir autour d'une table divers intervenants du milieu et des représentants de l'assurance-emploi.

PAR DENIS POUDRIER • MCCE
Téléphone : (819) 566-5811

LA SOLIDARITÉ, ÇA SE FÊTE

C'est avec fierté que le Comité estrien pour un Québec sans pauvreté a dévoilé le 22 avril dernier le résultat de sa campagne « Mission collective : bâtir un Québec sans pauvreté » qui s'est terminée le 31 mars.

L'objectif était de 10 000 signatures. L'opération aura permis à plus de 10 200 personnes d'apposer leur nom sur les pétitions et de recueillir 115 lettres d'appui venant de plusieurs milieux : parapublic (CLSC, CSSS), municipal, communautaire, syndical et religieux.

Le dépôt des pétitions pour la province à l'Assemblée nationale a eu lieu le 14 mai, à Québec.

Comme les deux porte-parole de la campagne, Jacques Lemay et Angèle Séguin l'ont mentionné, l'ouvrage ne fait que commencer. Nous avons encore besoin de toutes et de tous pour arriver à un Québec sans pauvreté.

Informations : Comité régional estrien pour un Québec sans pauvreté : 819 829-3822

8sur8
La combinaison gagnante



Faites le point
sur vos habitudes
de jeu.

Découvrez votre portrait de joueur en vous procurant le dépliant 8/8 sur le site 8sur8.com.

Si le jeu n'est plus un divertissement...

1 866 SOS-JEUX
1 866 767-5389

JEU : AIDE ET RÉFÉRENCE

FONDATION
MISE SUR TOI

une initiative de Loto-Québec

racines

**festival du
texte court de
sherbrooke 2009**

du 29 au 31 mai
festicourt.org

RACINES : Sous le thème Racines, une soixantaine d'artistes locaux ainsi qu'une vingtaine du Québec prendront racines à Sherbrooke lors de ce Festival indépendant et communautaire. Toutes les activités sont gratuites et une fête familiale pour le quartier aura lieu le dimanche. Pour la programmation, visitez festicourt.org ou bien un commerce local.

Le festival se déroulera du 29 au 31 mai prochain. Nous vous attendons toutes et tous très nombreux !

AGRICULTURE : nouvelle coalition SOS-Pronovost

Un peu plus d'un an après la publication du rapport Pronovost sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, une coalition réunissant plusieurs groupes importants d'agriculteurs, de consommateurs, de citoyens et d'écologistes, vient d'adresser une lettre au Premier Ministre lui demandant de mettre en oeuvre sans tarder les réformes proposées par la Commission Pronovost et le rapport Saint-Pierre, qui font un large consensus en faveur d'une agriculture plus diversifiée, plus enracinée dans nos territoires et plus respectueuse de la nature.

Cette lettre est en quelque sorte le manifeste rassembleur de la coalition. C'est la première fois qu'un tel regroupement, englobant à la fois les volets agriculture, alimentation, environnement et santé, se manifeste pour défendre le rapport Pronovost et exiger du gouvernement sa mise en oeuvre sans délai

Information : (514) 521-6820
bussiere@consommateur.qc.ca



Conférence d'Hervé Kempf

Pourquoi sortir du capitalisme

PAR MARIE-PIER LAPLANTE-MOREAU • CÉGEP DE SHERBROOKE

Hervé Kempf débute son exposé intitulé « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme » en brossant un tableau de l'état actuel du capitalisme.

Il évoque que sa forme historique a beaucoup évolué depuis la Seconde Guerre mondiale et le début des années 1980. En effet, il est possible de constater une rupture entre ces deux périodes, et ce, en raison de la hausse de la productivité des 30 dernières années et la spéculation financière due au choc pétrolier, de la valeur différente des monnaies de change et de la dérégulation des marchés financiers (pensons à l'effet des politiques de Reagan et Thatcher). L'augmentation des inégalités, la corruption, les délits d'initiés, les paradis fiscaux et la mondialisation culturelle sont tous des aspects qui viennent expliquer ce changement de régime.

Crise écologique historique

La destruction et l'aggravation de la dégradation des écosystèmes et de la biosphère sont une forme nouvelle dans le capitalisme actuel qui vient s'expliquer par la hausse de la productivité des pays industrialisés. M. Kempf parle alors de crise économique historique et affirme que les signaux d'alerte ne ces-

sent de s'accumuler à cet égard. Mais plongée dans une idéologie capitaliste, la majeure partie des humains n'a pas tenu compte de ces « codes rouges ». Ainsi, dans un avenir très rapproché, l'humanité pourrait franchir un seuil critique où il serait impossible de revenir à un état d'équilibre antérieur en matière de biodiversité.

Selon M. Kempf, la crise écologique et la crise économique sont les deux preuves évidentes que le capitalisme est allé trop loin et qu'il est devenu impératif d'en sortir. Le système capitaliste profite vraisemblablement à une petite oligarchie mondiale qui a su le détourner à son unique bénéfice.

Conscience collective et justice sociale

Pour sortir de ce système, il faut changer la conscience collective et développer une psychologie de solidarité en éliminant la compétition et en faisant davantage place à la coopération. Il faut réorganiser les relations sociales pour servir des objectifs de biens communs afin d'échapper à la matrice individualiste aliénante.

HERVÉ KEMPF
**Pour sauver
la planète,
sortez du
capitalisme**

LE SEUIL

Maquette

Il faut diminuer le niveau de consommation matérielle des pays industrialisés.

Il faut changer d'indicateur économique (substituer le calcul de la croissance d'un pays en fonction du PIB) afin de diminuer les impacts néfastes sur l'environnement. Il faut réduire les inégalités en modifiant le modèle culturel, en limitant notre impact sur l'environnement et en récupérant l'argent des paradis fiscaux pour aider les individus les plus démunis.

Puisque tous les êtres humains sont confrontés à la limite de ressources biosphériques, l'humanité doit se réorienter et créer un mouvement vers une société plus juste et axée sur la diminution du niveau de consommation matérielle des pays industrialisés.

Compte rendu de la conférence du journaliste au quotidien *Le Monde* et spécialiste de l'environnement Hervé Kempf, invité au Cégep de Sherbrooke, dans le cadre du cours Politique internationale appliquée de Jacques Gagnon.



Simply Gospel
simply-gospel.com

Date : 22 mai 2009
Coût : 15 \$/adulte
5 \$/enfant (12 ans et -)
Vieux Clocher de Sherbrooke
Billetterie : 819-822-2102
(ajoutez 2,50 \$ de frais par billet)

Concert du chœur Simply Gospel

Depuis six ans que les 40 choristes de *Simply Gospel*, amateurs et professionnels offrent des prestations dynamiques partout en Estrie.

Accompagné de trois musiciens et sous la direction de Daphnée Lachapelle, le chœur présentera son concert clôturant l'année.

Un cocktail effervescent des plus belles chansons tirées du répertoire gospel, *negro spirituals* et africain ainsi que des solistes feront de cette soirée un moment inoubliable. Sur un fon-tantôt dramatique, le plus souvent festif, la passion est à l'honneur sous la bannière de l'espoir et la liberté.

Source : Marie-France Héту, hetumf@hotmail.com

ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer !



Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s)
adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____

LeFaitOut

chocolaterie | pâtisserie

90 rue Alexandre, Sherbrooke J1H 4S6

819.791.4203